

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 4476

[C — 2003/29547]

22 OCTOBRE 2003. — Décret relatif à l'octroi de licence de tireur sportif (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° « Loi sur les armes » : loi fédérale sur les armes;
- 3° « Fédération de tir reconnue » : fédération sportive reconnue en application des dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française et gérant une discipline de tir sportif;
- 4° « Tireur sportif » : personne physique affiliée par l'intermédiaire d'un cercle, à une fédération de tir reconnue;
- 5° « Tir sportif » : les disciplines de tir définies par les fédérations internationales de tir et les fédérations de tir reconnues;
- 6° « Licence de tireur sportif » : document qui, conforme aux dispositions du présent décret, est délivré au tireur sportif par ou au nom du Gouvernement;
- 7° « Moniteur agréé » : personne physique titulaire d'un brevet pédagogique en tir sportif délivré ou homologué par le Gouvernement;
- 8° « Administration » : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. § 1^{er}. Nul n'est autorisé à pratiquer le tir sportif sans être en possession d'un des documents suivants :

- 1° une licence de tireur sportif;
- 2° un document équivalent délivré soit par la Communauté flamande soit par la Communauté germanophone;
- 3° un document équivalent délivré dans un Etat-membre de l'Union européenne;
- 4° une licence de tireur sportif délivrée à titre provisoire ci-après dénommée « licence provisoire ».

§ 2. Lors de compétitions internationales de tir sportif organisées en Communauté française, les tireurs étrangers devront être en possession de l'invitation émise par l'organisateur.

Art. 3. Le tir sportif est pratiqué dans des stands de tir agréés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 13 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément des stands de tir ou, par dérogation, pour le tir aux armes à canon lisse, dans des lieux aménagés et autorisés à cet effet par une fédération de tir reconnue.

Art. 4. Le tir sportif se pratique par l'emploi d'armes et des munitions y afférentes, requises dans les disciplines de tir définies par les fédérations internationales de tir reconnues.

Leur liste est arrêtée par le Gouvernement sur proposition des fédérations de tir reconnues.

Art. 5. Les tireurs sportifs qui sont âgés de moins de dix-huit ans doivent lors des séances de tir, être en permanence sous la surveillance, la responsabilité et l'autorité d'un tireur sportif majeur et détenteur d'une licence valide.

Art. 6. Pour obtenir une licence de tireur sportif, le candidat doit :

- 1° être âgé de seize ans minimum ou de quatorze ans minimum, exclusivement dans le cas de la pratique d'une discipline olympique;
- 2° être tireur sportif depuis au moins six mois et posséder un carnet de tir sportif attestant d'une activité régulière de minimum six séances organisées par une fédération reconnue ou par un de ses cercles affiliés.

Pour obtenir le renouvellement annuel de sa licence, le tireur sportif devra posséder un carnet attestant d'une activité régulière de minimum douze séances par an;

3° présenter un certificat de bonnes vie et mœurs, ancien de trois mois au plus, et ne présentant pas de condamnations pour des infractions à la loi sur les armes;

4° présenter un certificat médical, ancien de trois mois au plus et attestant de l'absence de toutes les contre-indications à la pratique du tir sportif visées dans le règlement médical de la fédération de tir reconnue;

5° réussir une épreuve théorique relative à la connaissance de la législation sur les armes et une épreuve technique attestant de l'aptitude à manipuler une arme à feu en sécurité; ces épreuves sont organisées par une fédération de tir reconnue. L'attestation de réussite de l'épreuve technique est valable pour une durée de cinq ans.

Le Gouvernement fixe les modalités d'organisation, de contenu, d'évaluation et d'équivalence des épreuves;

6° s'engager sur l'honneur à respecter les conditions de détention des armes et des munitions visées à l'article 7 du présent décret sur la base d'un document dont la forme et le contenu sont fixés par le Gouvernement.

Art. 7. Le possesseur d'une licence de tireur sportif ne peut détenir à son domicile que les munitions afférentes aux armes utilisées pour le tir sportif dans une quantité correspondant à sa pratique sportive régulière.

Les munitions seront stockées dans une armoire fermée à clé et dans un local différent du lieu dans lequel les armes correspondantes sont enfermées.

Art. 8. La licence de tireur sportif est délivrée par une fédération de tir reconnue qui gère la discipline concernée; ci-après dénommée « l'autorité émettrice ».

L'autorité émettrice transmet chaque année, avant le 31 décembre, un rapport sur l'application du présent décret à l'Administration, qui est chargée de l'inspection des activités de l'autorité émettrice.

En cas de non-respect par l'autorité émettrice d'une des dispositions du présent décret, le Gouvernement peut entamer la procédure de suspension ou de retrait de la reconnaissance de la fédération sportive concernée conformément aux dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 9. Une licence provisoire peut être délivrée par l'autorité émettrice, pour une durée de six mois, en vue de l'apprentissage du tir sportif. Pour recevoir une licence provisoire, le candidat doit remplir les conditions visées à l'article 6 du présent décret à l'exception du point 2° et 5°.

La licence provisoire autorise uniquement la manipulation d'armes à feu sous la surveillance et l'autorité d'un moniteur agréé.

Elle mentionne les catégories d'armes pour lesquelles elle a été délivrée; elle porte la mention « provisoire » en couleur rouge et a le même modèle que la licence définitive.

Sa durée ne peut-être prolongée.

Art. 10. La licence est délivrée sur présentation des pièces suivantes :

1° une copie de la carte d'identité du demandeur;

2° une copie de la carte de membre d'un cercle affilié à une fédération de tir reconnue;

3° une copie de son carnet de tir;

4° les documents visés à l'article 6, 3°, 4° et 6° du présent décret;

5° un certificat de réussite de chacune des épreuves visées à l'article 6, 5°;

6° une photo d'identité récente.

Le modèle de la licence est arrêté par le Gouvernement.

Art. 11. La licence émise est valable jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Elle doit ensuite être renouvelée annuellement aux conditions visées à l'article 6.

La liste des titulaires d'une licence est transmise annuellement, avant le 30 avril, par l'autorité émettrice aux Gouverneurs des Provinces de résidence des titulaires.

Art. 12. Dans le cas de l'arrêt de la pratique active du tir sportif, la licence doit être renvoyée à l'autorité émettrice dans les trois mois. Le tireur qui ne respecte pas cette disposition, perd le droit de demander le renouvellement de sa licence lorsqu'il souhaite reprendre ses activités.

Le tireur qui souhaite reprendre ses activités de tireur sportif demande une licence ou une licence provisoire visées aux articles 6 et 9 du présent décret.

Art. 13. L'autorité émettrice peut, par décision motivée et selon la procédure prévue dans ses statuts ou en vertu de ceux-ci, retirer la licence de tireur sportif lorsque le comportement du titulaire est contraire aux règles du club ou de la fédération de tir reconnue. Le retrait de la licence est obligatoire si une infraction aux dispositions du présent décret a été constatée par l'autorité émettrice ou si les autorisations de détention des armes concernées ont été retirées conformément à la loi sur les armes.

Art. 14. Dans les cas visés aux articles 12, alinéa 1 et 13, l'autorité émettrice est tenue d'aviser sans délai du retrait de la licence le Gouverneur de la Province de résidence du titulaire de la licence.

Art. 15. Les tireurs sportifs, qui, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, sont membres d'un cercle et détiennent des armes soumises à autorisation, disposent d'un délai de six mois pour introduire une demande de licence de tireur sportif conformément aux dispositions du présent décret.

Tous les autres tireurs sportifs doivent, dans le même délai, demander la licence provisoire visée à l'article 9.

Art. 16. Le ministre ayant les sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent décret.

Art. 17. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 22 octobre 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*
Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 391-1. — Amendements de commission, n° 391-2. — Rapport, n° 391-3.
Session 2003-2004.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 octobre 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 4476

[C — 2003/29547]

22 OKTOBER 2003. — Decreet betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° "Regering" : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° "Wapenwet" : de federale wapenwet;
- 3° "Erkende schietfederatie" : sportfederatie erkend bij toepassing van de bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap en die een discipline sportschieten beheert;
- 4° "Sportschutter" : natuurlijke persoon aangesloten via een kring bij een erkende schietfederatie;
- 5° "Sportschieten" : de schietdisciplines bepaald door de internationale schietfederaties en de erkende schietfederaties;
- 6° "Vergunning van sportschutter" : document dat overeenkomstig de bepalingen van dit decreet uitgereikt wordt aan de sportschutter door of in de naam van de Regering;

7° "Erkende instructeur" : natuurlijke persoon die titularis is van een pedagogisch brevet voor het sportschieten uitgereikt of gehomologeerd door de Regering;

8° "Bestuur" : de Algemene directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Niemand mag het sportschieten beoefenen zonder dat hij over één van de volgende documenten beschikt :

1° een vergunning van sportschutter;

2° een gelijkwaardig document uitgereikt ofwel door de Vlaamse Gemeenschap ofwel door de Duitstalige Gemeenschap;

3° een gelijkwaardig document uitgereikt door een lidstaat van de Europese Unie;

4° een vergunning voor sportschieten voorlopig uitgereikt, hierna "voorlopige vergunning".

§ 2. Tijdens internationale sportwedstrijden ingericht binnen de Franse Gemeenschap dienen de vreemde schutters in het bezit te zijn van de uitnodiging uitgereikt door de inrichter.

Art. 3. Het sportschieten wordt beoefend in het koninklijk besluit van 13 juli 2000 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van schietstanden of, in afwijking daarvan, voor het schieten met wapens met een gladde loop, in te dien einde ingerichte en door een erkende sportfederatie toegelaten plaatsen.

Art. 4. Het sportschieten wordt beoefend door het gebruik van wapens en erbij horende ammunitie, vereist in de schietdisciplines bepaald door de erkende internationale schietfederaties.

Hun lijst wordt door de Regering vastgesteld op de voordracht van de erkende schietfederaties.

Art. 5. De sportschutters die jonger zijn dan 18 moeten, tijdens hun schietoefeningen, permanent onder de bewaking en de overheid staan van een volwassene sportschutter die houder is van een geldige vergunning.

Art. 6. Om een vergunning van sportschutter te bekomen dient de kandidaat :

1° minstens 16 jaar oud zijn of minstens veertien exclusief in het geval van het beoefenen van een olympische discipline;

2° sedert minstens zes maanden sportschutter te zijn en een schietsportboekje waarbij een regelmatige activiteit van minimum zes oefenperiodes ingericht door een erkende federatie of door een van haar aangesloten kringen bewezen wordt.

Om de jaarlijkse vernieuwing van zijn vergunning te bekomen, dient de sportschutter een schietsportboekje te bezitten waarin een regelmatige activiteit van minimum twaalf oefenperiodes per jaar bewezen wordt;

3° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen van hoogstens drie maand anciënniteit, en waarop geen veroordeling vermeld wordt wegens inbreuken op de wapenwet;

4° een medisch getuigschrift voorleggen van hoogstens drie maand anciënniteit en waarbij bewezen wordt dat er geen bezwaar bestaat tegen het beoefenen van het sportschieten bedoeld in het medisch reglement van de erkende schietfederatie;

5° voor een theoretische proef geslaagd zijn met betrekking tot de kennis van de wetgeving over wapens en een technische proef waarbij bewezen wordt dat de kandidaat een vuurwapen in alle veiligheid mag gebruiken; deze proef wordt ingericht door een erkende schietfederatie. Het getuigschrift van wetslagen voor de technische proef is geldig voor een periode van vijf jaar.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de inrichting, de inhoud, de evaluatie en de gelijkwaardigheid van de proeven;

6° zich op eer ertoe verbinden de nadere regels voor het bezitten van wapens en ammunitie in acht te nemen, zoals bedoeld bij artikel 7 van dit decreet op basis van een document waarvan de vorm en de inhoud door de Regering bepaald worden.

Art. 7. De titularis van een vergunning van sportschutter mag bij zich thuis enkel munitie bewaren die betrekking heeft op de wapens gebruikt voor het sportschieten in een hoeveelheid die overeenstemt met zijn regelmatige sportpraktijk.

De munitie zal in stock gehouden worden in een met sleutel gesloten kast in een ander lokaal dan dat waarin de overeenstemmende wapens opgesloten zijn.

Art. 8. De vergunning van sportschutter wordt uitgereikt door een erkende schietfederatie die het beheer heeft van bedoelde discipline, hierna "de uitreikende overheid".

De uitreikende overheid zendt om het jaar, voor 31 december, een verslag over de toepassing van dit decreet aan het Bestuur dat belast is met de inspectie van de activiteiten van de uitreikende overheid.

Ingeval de uitreikende overheid één van de bepalingen van dit decreet niet in acht neemt, kan de Regering de procedure inzetten voor het schorsen of het intrekken van de erkenning van bedoelde sportfederatie overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap volgens de door de Regering bepaalde nadere regels.

Art. 9. De uitreikende overheid kan, voor een periode van zes maanden, een voorlopige vergunning uitreiken voor het aanleren van het sportschieten. Om een voorlopige vergunning te bekomen dient de kandidaat aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 6 van dit besluit te voldoen, met uitzondering van de punten 2° en 5°.

De voorlopige vergunning laat enkel de manipulatie met wapens toe onder het toezicht en de overheid van een erkende instructeur.

Ze vermeldt de categorieën wapens waarvoor ze wordt uitgereikt; ze draagt de melding "voorlopig" in rode kleur en is gelijk aan het model van definitieve vergunning.

Haar duur kan niet verlengd worden.

Art. 10. De vergunning wordt uitgereikt op vertoning van de volgende documenten :

- 1° een afschrift van de identiteitskaart van de aanvrager;
- 2° een afschrift van de lidkaart van een kring aangesloten bij een erkende schietfederatie;
- 3° een afschrift van zijn schietboekje;
- 4° de documenten bedoeld bij artikel 6, 3°, 4° en 6° van dit besluit;
- 5° een getuigschrift van welslagen voor iedere bij artikel 6, 5° bedoelde proef;
- 6° een recente identiteitsfoto.

Het model van de vergunning wordt door de Regering bepaald.

Art. 11. De uitgereikte vergunning is geldig tot 31 december van het lopend jaar. Daarna moet zij jaarlijks vernieuwd worden volgens de bij artikel 6 bedoelde voorwaarden.

De lijst met de titularissen van een vergunning wordt voor 31 april overgezonden door de uitreikende overheid aan de Gouverneurs van de Provincies waar de titularissen hun woning hebben.

Art. 12. Ingeval het sportschieten wordt opgegeven, dient de vergunning aan de uitreikende overheid binnen de drie maanden teruggestuurd te worden. De schutter die deze bepaling niet in acht neemt, verliest het recht op het aanvragen van de vernieuwing van zijn vergunning als hij zijn activiteiten wenst te hervatten.

De schutter die zijn activiteiten van sportschutter wenst te hervatten vraagt een vergunning of voorlopige vergunning bedoeld bij de artikelen 6 en 9 van dit decreet aan.

Art. 13. De uitreikende overheid kan, via een met redenen omklede beslissing en volgens de procedure bepaald in haar statuten of krachtens deze, de vergunning van sportschutter intrekken wanneer het gedrag van de titularis tegenstrijdig is met de regels van de kring of van de erkende schietfederatie. De intrekking van de vergunning wordt verplicht indien een inbreuk op de bepalingen van dit decreet wordt vastgesteld door de uitreikende overheid of indien de toelatingen om bedoelde wapens te bezitten ingetrokken werden overeenkomstig de wapenwet.

Art. 14. In de gevallen bedoeld bij de artikelen 12, lid 1 en 13, wordt de uitreikende overheid ertoe gehouden zonder verwijl de Gouverneur van de Provincie waar de titularis van de vergunning woont te verwittigen van de intrekking van de vergunning.

Art. 15. De sportschutters, die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, lid zijn van een kring en wapens bezitten die een toelating vereisen, beschikken over een termijn van zes maanden om een aanvraag in te dienen om het uitreiken van een vergunning van sportschutter overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

Alle andere sportschutters moeten, binnen dezelfde termijn, de voorlopige vergunning bedoeld bij artikel 9 aanvragen.

Art. 16. De minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort, is belast met de uitvoering van dit decreet.

Art. 17. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 391-1. — Commissieamendementen, nr. 391-2. — Verslag, nr. 391-3.

Zitting 2003-2004.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 oktober 2003.